

Cassen, Robert H. (Ed.). *Soviet Interests in the Third World*. Beverly Hills (CA) – London, Sage Publications Inc. – The Royal Institute of International Affairs, 1985, 341 p.

Jean-René Chotard

Volume 18, Number 2, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702200ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702200ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chotard, J.-R. (1987). Review of [Cassen, Robert H. (Ed.). *Soviet Interests in the Third World*. Beverly Hills (CA) – London, Sage Publications Inc. – The Royal Institute of International Affairs, 1985, 341 p.] *Études internationales*, 18(2), 480–482. <https://doi.org/10.7202/702200ar>

res. It could set its own policies — in some areas. But the inescapable reality was that in the nuclear world Canada could not act on its own in the critical areas of war and peace or global economics.

Le terme interdépendance est couramment utilisé pour rendre compte de cette « réalité ». Dans le cas canadien, la crainte de se voir condamné à une certaine marginalité ne risquerait-elle pas de conduire à une certaine satellisation? Quelques-uns soutiendront que c'est déjà fait! D'autres répliqueront avec force que pareilles craintes relèvent d'un autre âge! Quoi qu'il en soit, il y a tout de même de bonnes chances que les débats politiques au pays soient encore centrés de façon importante autour de cette question pour quelques années.

Raymond HUDON

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

URSS

CASSEN, Robert H. (Ed.). *Soviet Interests in the Third World*. Beverly Hills (CA) — London, Sage Publications Inc. — The Royal Institute of International Affairs, 1985, 341 p.

Ce livre est le résultat des recherches d'un groupe d'étude réuni au Royal Institute of International Affairs en 1983 et 1984. Les contributeurs sont des économistes ou des spécialistes de science politique attachés à des universités et instituts de Londres ou du Sud de la Grande-Bretagne.

D'emblée ce volume présente un grand intérêt par la variété de formation des auteurs mais aussi par l'unité de la perspective dans laquelle ils situent leurs analyses. L'utilité de ce dossier est augmentée encore par son caractère nuancé. S'il est acquis au départ que les auteurs ne nourrissent aucune sympathie spéciale à l'endroit de l'URSS, ils ignorent les

clichés simplistes, qui sont trop courants dans ce genre d'étude... Comme le signale l'un d'eux, ils s'abstiennent de la confusion entre Kremlinologie et démonologie.

Plutôt que de voir dans l'URSS une grande puissance poussant agressivement ses menées expansionnistes dans le Tiers Monde, les auteurs opteraient plutôt pour l'image d'un grand État souffrant à la fois d'une surcapacité militaire et de l'obsession de se représenter comme assiégé à l'intérieur du vaste périmètre que constituent le territoire soviétique et les démocraties populaires de l'Est européen. Rejoignant l'opinion de beaucoup de spécialistes des questions internationales, les différents contributeurs s'accordent pour placer à la fin de l'ère Khrushchev, une césure dans l'appréciation du Tiers Monde par les Soviétiques. Jusqu'en 1964 Moscou distinguait sommairement deux catégories d'États, les impérialistes d'une part et les jeunes États qui échappaient alors aux puissances coloniales d'autre part. Selon l'analyse du Kremlin, les nouvelles nations menaient, ou achevaient de mener, un combat qui les rapprochait du bloc socialiste. À partir de Brezhnev, l'URSS est confrontée à des réalités qui la poussent à considérer le Tiers monde à travers une grille plus complexe. Loin de se briser, les liens entre les « pays impérialistes » et leurs anciennes dépendances peuvent prendre de nouvelles formes; quant à l'amitié dirigée vers l'URSS, elle manque de se matérialiser.

L'ouvrage se subdivise en trois parties qui permettent de saisir le problème sous des angles divers et complémentaires. Après les contextes régionaux et la caractéristique de l'économie soviétique dans ses échanges avec le Tiers Monde, les auteurs présentent quelques cas.

Sur 20 ans, quelques tendances remarquables se dégagent. Tout d'abord il s'est effectué une concentration de l'aide soviétique qui bénéficie aux membres du camp socialiste élargi: Cuba, pays de l'ancienne Indochine... ou bien à certains pays dans le but d'obtenir des services de type stratégique (Angola, Éthiopie,...). D'un autre point de vue, les échanges se sont grandement accrus (volume

multiplié par 12) avec d'autres pays, sur une base strictement commerciale, qu'il s'agisse d'acheter des commodités dont l'URSS a besoin, comme les céréales d'Argentine, ou le commerce des armes, ainsi qu'il en va au Moyen Orient. Selon les experts, l'aide stricte a beaucoup diminué à destination du Tiers Monde en général, et l'URSS justifie idéologiquement son attitude en qualifiant le sous-développement de problème créé par l'impérialisme, et donc relevant de la responsabilité de ce dernier.

En subdivisant par continents l'action de l'URSS en direction du Tiers Monde, les auteurs signalent que l'Amérique latine demeure la zone de non intervention, avec l'exception de Cuba qui reste attaché à des engagements anciens; même les fournitures au Nicaragua sont considérées ici comme restreintes. En Afrique, durant les années '70, l'URSS a pu sembler opérer quelques percées mais celles-ci se révèlent décevantes à moyen terme et pratiquement limitées à la défensive des expériences socialistes. Sur un plan comptable, les intérêts stratégiques ainsi acquis se traduisent de plus par un coût élevé. Avec le Moyen Orient, la proximité géographique introduit une autre dimension. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'URSS a tenté à la fois de limiter l'influence de l'Occident et de développer des liens amicaux avec certains régimes arabes. Sur le long terme, les Soviétiques ont essayé beaucoup de déconvenues. La vigueur économique des États-Unis garde à Washington le prestige de la puissance qui dispose des moyens réels de pression. Avec le retournement d'alliance de l'Égypte et l'effritement relatif de l'organisation palestinienne, les Soviétiques ont pu craindre un moment d'être totalement dépossédés de leurs gains dans la région. À l'exception du Yémen qui représente un cas marginal et atypique, Moscou ne dispose plus que de l'alliance de la Syrie, une alliance plus durable que celle contractée avec les autres voisins et qui a été réactivée à l'issue de la guerre du Liban de 1982. Incidemment, des allusions sont glissées à Israël, dont Moscou reconnaît le droit à la sécurité et qui pourrait, dans la perception soviétique, remplir la fonction de pôle unificateur des Arabes contre l'Occident qui est si activement engagé à soutenir l'État juif.

L'Asie représente une zone d'intérêt croissant pour les Soviétiques et elle constitue le groupe majeur de pays du Tiers monde où se trouvent tous les types de rapports possibles depuis l'alliance étroite avec le Vietnam jusqu'à des situations strictement antagonistes. La Chine n'apparaît pas ici au rang des pays sous-développés et les références qui lui sont consacrées l'envisagent plutôt à titre de superpuissance. L'Inde, au contraire, apparaît au cœur de l'étude. Nation du Tiers Monde, récipiendaire précoce, avec l'aciérie de Bhilai, d'une aide soviétique, l'Inde a développé avec l'URSS à la fois des relations bilatérales fondées sur une complémentarité d'intérêts stratégiques face à la Chine et au Pakistan mais aussi des échanges commerciaux dont le volume atteint des sommes élevées, malgré une récente tendance au tassement. Avec plus de 30 années de coopération avantageuse aux deux parties, les relations de l'Inde et de l'URSS n'ont pas été perturbées par l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan et ne pourraient être affectées, selon un analyste, que par des développements majeurs comme la prolifération des armes nucléaires dans le sous-continent ou un réalignement géopolitique qui rapprocherait l'URSS et la Chine.

Le contenu du commerce soviétique avec le Tiers Monde représente le dernier aspect important ici abordé. L'URSS vit le paradoxe d'être un État industrialisé dont les exportations de machines ont diminué et qui oriente une part de ses échanges vers l'acquisition des devises fortes qui lui donnent ensuite accès aux marchés occidentaux. L'exportation d'armes remplit cette fonction. Quand elles ne sont pas fournies avec des objectifs politiques, comme en Afrique ou bien aux nations alliées, les armes sont vendues à des pays du Moyen Orient qui paient en pétro-dollars. L'URSS peut aussi recourir à une sorte de commerce triangulaire dont le but ultime est encore l'acquisition de devises fortes. Ainsi, les fournitures que la Libye paie avec du pétrole ou que l'Inde échange contre des produits tropicaux, mettent à la disposition de l'URSS des marchandises commercialisables sur le marché international et payables en devises fortes.

Tous ces éléments, étudiés dans l'ouvrage avec une documentation solide et diversi-

fiée, brossent des intérêts soviétiques dans le Tiers Monde un tableau où la puissance est assortie de limites sérieuses. L'URSS a-t-elle remporté des succès importants? Oui sans doute mais limités et coûteux comme à Cuba. Selon les auteurs les erreurs de l'Occident, comme en Inde ou en Égypte, ont donné au Kremlin plus d'avantages qu'il n'a par ailleurs été lui-même capable d'en gagner par ses initiatives. Qu'il s'agisse du succès des relations avec l'Inde ou de l'évolution des rapports des Soviétiques avec le Tiers Monde, il apparaît que l'idéologie socialiste commande de moins en moins la nature des échanges.

L'ouvrage édité par R. Cassen réunit un dossier extrêmement solide. Il a le mérite d'exposer et d'explicitier l'évolution des intérêts soviétiques dans le Tiers Monde avec beaucoup de réalisme et il convainc par sa rigueur.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada

The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences, vol. 481 (Sept 1985), John J. Stremlau (Special Editor), *Soviet Foreign Policy in an Uncertain World*. Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., 1985, 216 p.

Le numéro de septembre des *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences* est consacré à l'Union soviétique et à sa politique étrangère. Un des intérêts de ce volume est d'être fondé sur un double pari. Le premier est d'avoir demandé une telle analyse à un moment où le pouvoir soviétique était en pleine phase de transition. Les articles ont tous été rédigés avant la mort de Tchernenko — même si certains auteurs ont effectué une légère mise à jour en mentionnant Mikhail Gorbatchev. Malgré ce risque, et peut-être parce que tous les articles se situent d'abord dans une perspective historique, toutes les analyses présentées dans ce volume « tiennent la route ».

Le second pari est d'avoir demandé ces contributions à des auteurs ressortissants des pays ou des régions dont ils parlent, qu'il s'agisse des pays occidentaux — au sens large du terme — des pays communistes d'Europe et d'Asie ou des pays du Tiers Monde. Cela dit, le risque a été limité par le fait que dix des quatorze auteurs ont été formés, au moins partiellement aux États Unis. Ce choix délibéré des responsables de l'édition de ce volume a un avantage et un inconvénient. L'avantage est que les auteurs, connaissant parfaitement l'aire géographique dont ils parlent, peuvent se permettre de réfuter certains *a priori* communément admis dans nos sociétés occidentales. Ceci améliore nettement la qualité de l'analyse et stimule la réflexion. Mais cette qualité a un effet pervers, dans la mesure où certains auteurs présentent une vision de leur pays ou région dont les partis pris ou les engagements politiques ne sont pas toujours absents. Il en ressort que la rigueur, que l'on peut attendre d'une analyse à vocation scientifique, en pâtit nécessairement. Fort heureusement cet effet pervers n'apparaît que tout à fait exceptionnellement dans ce volume.

Les articles consacrés à l'Europe occidentale sont fortement marqués par la crise des euromissiles et la crise des relations Est-Ouest qui s'en est suivie. Les auteurs de ces articles ont parfaitement montré qu'à côté d'une volonté, commune sur les deux rives de l'Atlantique, de maintenir l'équilibre des forces en Europe, les approches du phénomène de la détente et les intérêts des deux parties du monde occidental n'étaient pas nécessairement identiques. Mais il a également été montré que cette divergence d'intérêts entre « centre » et « périphérie » ne concerne pas seulement les pays de l'Alliance atlantique. Hannes Adomeit a ainsi parfaitement résumé la situation en affirmant que « les différends entre Berlin-Est et Moscou — de même que ceux entre Bonn et Washington entre la fin de 1979 et la fin de 1983 — ne concernent pas l'adhésion à un bloc en soi, mais les formes les plus efficaces de la coopération et la qualité et l'orientation du leadership au sein de l'Alliance ». Le même auteur explique, dans le même état d'esprit et avec pertinence, les raisons du décalage temporel entre le vote du Bundestag en faveur